## Communauté de communes Portes Euréliennes d'Île-de-France

Envoyé en préfecture le 06/08/2025

Reçu en préfecture le 06/08/2025

Publié le 06/08/2025



ID: 028-200069953-20250806-2025\_48-AR

## **Extrait du registre des décisions de la Communauté de Communes**

## N° 2025 48

SL/SD/BB/AB

Objet: DÉCISION PORTANT SIGNATURE D'UN AVENANT AJOUTANT UNE PRESTATION SUPPLEMENTAIRE DE SUIVI DE TRAVAUX DE RAVALEMENT DANS LE CADRE DU MARCHE DE CREATION D'UN MULTI-ACCUEIL A NOGENT-LE-ROI.

Le Président de la Communauté de communes des Portes Euréliennes d'Île-de-France,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-10,

Vu le Code de la commande publique et notamment l'article R.2194-3,

Vu la délibération du conseil communautaire n°20\_07\_21 du 22 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Président,

Vu la décision n°2024-11, relative à l'attribution du marché dédié à la maitrise d'œuvre pour la création d'un multi-accueil à Nogent-le-Roi.

Vu la décision n°2024-43, relative à la fixation du forfait définitif de rémunération à la phase APD.

Considérant que l'exécution des travaux dans les règles de l'art impose la réalisation du ravalement du bâtiment.

Considérant que ces travaux sont indissociables de l'opération déjà engagée et qu'il n'est pas possible de confier une maitrise d'œuvre complémentaire à un autre prestataire.

Considérant le montant de la prestation et les prescriptions du code de la commande publique.

## DÉCIDE

**Article 1**: **DE SIGNER** l'acte modificatif numéro 2 relatif à l'ajout d'une mission liée au ravalement de l'équipement avec le titulaire du marché de maitrise d'œuvre. L'entreprise TANDEM ASSOCIEES, 13 rue de Billy, 28100 DREUX.

Article 2 : Le montant de l'avenant est de 20 159,96 € HT.

Article 3: Le montant des dépenses est prévu au budget de la CCPEIF.

Article 4 : Ampliation de la présente décision est transmise à :

- Monsieur le Directeur Général des Services pour exécution,
- Monsieur le Préfet,
- Madame la cheffe du SGC (service de gestion comptable) de Chartres.

ait à Epernon, le 6 août 2025

URÉLIENNES D' ÎLE DE FRANCE

E DF

Le Président,

Stéphane LEMOINE

« Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans, dans un délai de deux mois à compter de sa notification (par affichage ou par une publication au recueil des actes administratifs de l'EPCI). La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr »